



LES VRAIS ALLIÉS DE MOSCOU

Par Natacha Polony

C'est une petite musique que l'on entend de loin en loin, alors que la guerre en Ukraine s'enlise et que l'Europe se prépare à un hiver de pénuries. Le centre de gravité de l'Union européenne aurait basculé à l'Est ; la France et l'Allemagne ne donneraient plus le la sur un continent redessiné par la folie de Vladimir Poutine. On lit même (comme dans *le Figaro* du vendredi 2 septembre) que le « magistère moral » aurait basculé du côté de la Pologne et des États Baltes, inflexibles dans leur soutien à l'Ukraine et leur opposition aux visées russes. Un journal comme *l'Opinion* raconte dans son édition du 1^{er} septembre « Comment Macron a basculé ». Entendez : comment il a cessé de penser qu'il fallait maintenir une voie – et une voix – française dans ce conflit, comment il s'est aligné sur la position américaine.

Car tel est bien l'enjeu. En fait de « magistère moral », c'est la posture belliciste de pays qui veulent que la Russie soit définitivement rayée du rang des puissances, et, pour ce faire, que les États-Unis décident de l'ordonnement économique et géostratégique dans cette région du monde, qu'on nous présente comme « morale ». Le point de vue peut se comprendre pour des petits pays qui ont eu à subir l'impérialisme de leur encombrant voisin (autant que celui de l'autre voisin, l'Allemagne), mais on ne voit pas bien au nom de quoi il devrait s'imposer à des pays qui n'ont ni la même histoire ni les mêmes intérêts. Sauf si l'on considère que ce qui est bon pour les États-Unis est forcément et intrinsèquement bon pour les Européens.

Si cette idée – obstinément démentie par les faits – s'inscrivait dans un débat national, nous pourrions nous en réjouir. Mais de débat, il n'y aura pas. Voilà des mois que ceux qui s'écartent un tant soit peu de cette doxa sont non pas contredits mais disqualifiés. On ne parle même pas de Ségolène Royal, traitée d'« agent d'influence de Poutine » et menacée de poursuites judiciaires (sur quel chef d'accusation ?) pour avoir – fort maladroitement et en mêlant des éléments précis et des supputations – évoqué l'idée d'une « propagande de guerre » ukrainienne. Elle a évidemment présenté ses excuses, seule façon de ne pas être définitivement réduite au silence. On se souvient que le rapport d'Amnesty International qui documentait ce fait (évident pour qui sait comment se déroule une guerre) que l'Ukraine, pour se défendre, plaçait des postes militaires dans des infrastructures civiles avait été balayé et que ses auteurs avaient été accusés d'être quasi stipendiés par Moscou. Sans aller jusqu'à ces sujets complexes, le simple fait d'avertir des risques

d'une politique de sanctions décidée à Washington et à Bruxelles suffisait jusqu'à présent à être taxé de traître et d'agent poutiniste. Préciser que les États-Unis avaient enfin trouvé un débouché très lucratif pour leur gaz naturel liquéfié valait procès. Pourtant, le 31 août, sur RTL, François Lenglet, peu soupçonné de complaisance envers la Russie, dressait ce consternant bilan : les sanctions économiques ruinent l'Europe et enrichissent la Russie dans des proportions jamais vues. Qui fait le jeu de Poutine ? Ceux qui lui ont rapporté plus de 158 milliards d'euros au premier semestre 2022, dont 85 milliards en provenance d'Europe (lire la chronique d'Emmanuel Todd p. 6*). Ceux qui ruinent les pays européens pour une politique qui fait flamber les prix de l'énergie et qui compense les pertes en volume des exportations russes. On pourrait ajouter ceux qui valident le discours poutinien d'un affrontement séculaire entre la Russie et l'Occident et qui affaiblissent l'Europe en amplifiant sa dépendance militaire et stratégique aux États-Unis. Alliés objectifs de Moscou, de Washington et de Pékin.

**SOUS NOS YEUX SE JOUE
LA DISPARITION POLITIQUE
ET STRATÉGIQUE
DE L'EUROPE, APPLAUDIE
PAR UN MONDE
POLITICO-MÉDIATIQUE
QUI PORTE SA MORALE
EN BANDOULIÈRE.**

Dans l'immense bascule qui est en train de s'opérer, la France, l'Italie ou l'Espagne seront les grandes perdantes. L'Allemagne, elle, est déjà occupée à reprendre pied, malgré le discrédit porté sur son bilan politique (qu'il était de bon ton de louer en France quand Angela Merkel était le modèle des amateurs d'austérité budgétaire et de mercantilisme à courte vue). L'Europe à 30 ou à 36 que le chancelier allemand appelle de ses vœux (avec l'Ukraine, Géorgie, Albanie et Kosovo), une Europe fonctionnant essentiellement à la majorité qualifiée, sera bien ce grand paradis des

industriels allemands, avec main-d'œuvre à bas coût et parapluie américain. Une Europe réduite au statut d'immense centrale d'achat : réjouissez-vous, citoyens, nous achetons les vaccins et l'énergie à plusieurs pour les payer moins cher. Quelle victoire !

Sous nos yeux se joue la disparition politique et stratégique de l'Europe, applaudie par un monde politico-médiatique qui porte sa morale en bandoulière mais qui a validé tous les choix désastreux qui ont conduit à la dépendance de la France en matière énergétique, industrielle et bientôt alimentaire. Ultime paradoxe, ceux-là trouvent salutaire que leur champion, Emmanuel Macron, le président de la mondialisation heureuse et de la fermeture de Fessenheim, ait été ramené dans le droit chemin de l'atlantisme discipliné par les accusations parfaitement ciblées de Volodymyr Zelensky quand il tentait de se positionner comme médiateur. Mieux vaut laisser ce rôle à Recep Tayyip Erdogan, tellement plus recommandable. Bientôt, ces grands visionnaires constateront le désastre et retourneront encore leur veste élimée, mais il sera trop tard. ■

* Marianne a le plaisir d'accueillir Emmanuel Todd tous les quinze jours dans ses pages.